



DECLARATION FSU

CSAD 59 – 16 mars 2023

Le contexte de suppressions de postes dans lequel se tient ce CSAD est malheureusement dans la continuité des précédents CTSD. Sur ce point, comme sur d'autres, le ministre Ndiaye s'inscrit dans la droite lignée de la politique menée par ses prédécesseurs.

51, c'est le nombre de postes supprimés pour la prochaine rentrée dans les collèges du Nord. Depuis 2015, c'est environ 220 postes qui ont été supprimés dans les collèges du département alors que les effectifs ont été quasiment stables. Comme nous le disions en février, le ministère trouve toujours une solution pour supprimer des moyens. Que cela passe par une réforme, par l'augmentation des heures supplémentaires ou des effectifs dans les classes, le résultat est toujours le même : moins de moyens pour le service public d'éducation et dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels dans les établissements. Peu de disciplines échappent à l'hémorragie. En lettres-Modernes, c'est 25 postes en moins depuis 2015, auxquels on peut ajouter les 46 suppressions de postes en Lettres Classiques. En Allemand, c'est 29 suppressions de postes, 27 en Anglais, 42 en EPS, 15 en Education Musicale... Nous pourrions égrener les chiffres pour chaque discipline mais nous terminerons par celle qui est visée pour la prochaine rentrée par le Ministre Ndiaye. En annonçant une suppression de l'enseignement de la Technologie en 6ème - suppression qui n'est d'ailleurs toujours pas réglementaire - le ministère provoque la suppression de 23 postes en Technologie à la prochaine rentrée rien que dans les collèges du Nord, 33 dans l'académie. Ce sont, pour le moment, essentiellement des suppressions de postes vacants parce qu'une consigne de « bienveillance » a été passée afin de limiter l'affichage de mesures de cartes scolaires, mais qu'en sera-t-il les années à venir ? En effet, depuis 2015, ce sont 98 postes en Technologie qui ont été supprimés soit 25% des postes de cette discipline dans les collèges du département. Dans ces conditions, vous comprendrez, Monsieur le Directeur Académique, que les collègues de Technologie ne croient pas aux « promesses » du Ministre concernant une « revalorisation » de leur discipline dans le cycle 4 à la rentrée 2024.

Parallèlement à ces suppressions de postes, le nombre de compléments de service est toujours très élevé et tourne autour du millier depuis plusieurs années, ils étaient 870 en 2015. A la rentrée 2023, près de 17% des postes seront concernés par au moins un complément de service, avec des disciplines très impactées comme en Allemand où 45% de postes sont en complément de service, les Arts Plastiques (38% des postes), l'Education Musicale (32% des postes) ou encore la Technologie pour 30% des postes restants.

Tout cela augure bien mal des suites pour la future réforme du collège que veulent imposer le ministre et le ministère sans écouter le terrain et les représentants des personnels. Depuis trop longtemps, les décisions ou les réformes arrivant d'en haut sont complètement hors-sol. Elles ne répondent pas aux réels besoins des personnels et ne font qu'aggraver les difficultés pour les enseignants et les élèves. La prochaine réforme du collège risque, hélas, de produire les mêmes effets que les précédentes parce que l'objectif, que n'affichera pas le ministre, sera de faire des économies en supprimant des moyens aux disciplines au profit de dispositifs illusoires, prenant le pas sur le pédagogique et financés hors DGH.

À ces attaques contre les disciplines, le ministère ajoute une offensive contre nos métiers et tente de surcharger encore nos missions avec son « pacte » que le ministre s'obstine à qualifier de revalorisation. La FSU le dit et le répète, le pacte n'est pas une revalorisation, c'est au mieux une rémunération du travail fait ! Confrontés à une charge de travail écrasante, les personnels ont besoin de temps et non de missions supplémentaires. C'est le contraire d'une revalorisation tant de fois promise ces dernières années et cela contribue, en plus des conditions de travail dégradées, à accentuer le manque d'attractivité dans nos métiers. Dans ces conditions, vous comprendrez, Monsieur le Directeur Académique, que la majorité des collègues n'ait plus confiance en leur institution et que les concours ne fassent plus le plein, faute de candidats.

Avant de terminer cette déclaration, la FSU remercie les services de la DSDEN pour la transmission des documents et les échanges afin de préparer le groupe de travail et ce CSAD. Nous sommes conscients de l'exercice difficile qui est le leur dans ce cadre contraint de réduction de moyens, nous les remercions donc pour les situations de collègues qui ont pu être améliorées.

Nous terminerons cette déclaration en abordant le climat social actuel. Depuis janvier, des millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraités se mobilisent pacifiquement dans les actions et les manifestations contre la réforme des retraites. De son côté, le gouvernement continue de s'enfermer dans des postures autoritaires et refuse d'entendre la principale revendication de l'intersyndicale et des millions de personnes mobilisées. Il préfère multiplier les provocations et jouer la carte de la division des salariés, réactivant les détestables discours sur l'irresponsabilité des grévistes. Au-delà du mouvement social que le pays traverse, c'est une grave crise démocratique qui s'annonce. Quand on traite les gens par l'ironie ou l'indifférence, on crée de l'agacement et de la frustration, mais quand on les traite par le mépris, on crée de la colère et de la révolte. C'est un pari très risqué pour l'avenir du pays, c'est faire le lit d'une forme de désespérance sociale et politique dont se nourrit le Rassemblement National. De leur côté, les organisations syndicales, dont la FSU, continueront d'organiser, avec détermination, un mouvement irréprochable jusqu'au retrait de cette réforme injuste.